

Conseil national – 15 octobre 2014 - Discussion

François Auguste – Isère

Impossible de traiter en soi la réforme territoriale, indépendamment de la monarchisation absolue de notre vie politique et institutionnelle et donc de l'enjeu d'une VI^e République

C'est notre système démocratique qui est attaqué.

L'exercice autoritaire du pouvoir d'État par un seul homme et l'exercice du pouvoir dans les territoires par des potentats locaux relève de la même politique, de la même dérive.

Combattre la réforme exiger des référendums.

Proposer une réforme alternative des collectivités : participation citoyenne, coopérations , réforme fiscale, recul des inégalités.

Faire le lien entre réforme des collectivités et VI^e République.

La VI^e République de quoi parle-t-on ? De la démocratie, de souveraineté populaire Ce n'est pas un combat secondaire ni même second. C'est un combat de tout premier plan, pas avant tout un combat institutionnel même si la réforme des institutions en fait partie. Ce qui est neuf : la place première accordée aux citoyens. Je soutiens la proposition d'actualiser notre projet en l'appelant pour une VI^e République citoyenne.

Isabelle Mathurin – Paris

Allier la réflexion sur la réforme territoriale avec celle menée sur la VI^e République. Promouvoir de nouvelles pratiques démocratiques comme partie intégrante de notre conception de la VI^e République (assemblées citoyennes et ateliers législatifs). Exemple de l'action engagée par « convergence nationale des collectifs de défense et de développement des services publics » qui réunit syndicats, collectifs de défense des services publics et partis politiques, pour une manifestation à Guéret au printemps prochain.

Yves Dimicoli – Paris

Changer le rapport des entreprises à la société est au cœur de la riposte à apporter à la réforme territoriale. Pour les cantonales visons de larges alliances à gauche bien en prise sur les besoins locaux, pour résister à ce projet qui permettrait aux grandes entreprises de mieux ratisser les ressources et accroîtrait la part des richesses allant aux prélèvements financiers, au coût du capital, contre les services publics. Donc pas d'accord avec J-L Mélenchon qui relativise cet enjeu puisque l'entreprise n'est plus « *le lieu de socialisation politique* » ! Or, 90 % de la population active est faite de gens qui n'ont que leur force de travail à vendre aux entreprises pour vivre et Valls vise une union sacrée au nom de l'entreprise pour la rentabilité financière. Pour J-L Mélenchon, il faut dépasser le clivage « gauche-droite » alors même que Hollande, pour le dépasser, mène une politique de droite poussant l'électorat de gauche à l'abstention et nombre d'électeurs de droite à voter Le Pen. J-L Mélenchon met en demeure d'ignorer que, au-delà du Front de gauche, des forces de gauche (socialistes, verts..) protestent. Sectaire, sa position abandonne tous les fondamentaux et les leviers du combat révolutionnaire moderne, avec la promesse d'une VI^e

République coupée des enjeux d'émancipation sociale. Il faut au contraire affirmer nos fondamentaux et leur donner vie dans nos propositions précises de relance sociale et écologique.

Pascale Soulard – Sarthe

Utiles ou pas, les élus communistes dans nos collectivités ? Au regard de ce qu'apporte un, une élue, communiste, nos valeurs, nos volontés de vouloir répondre aux immenses défis de notre époque par l'émancipation de tous... Est-il juste d'entendre que : « Quelques élus communistes seraient noyés dans des majorités et ne changeraient pas les choses » ; limite si : « ils ne seraient pas traîtres à la classe ouvrière » lorsque la majorité est socialiste. Au Mans, 7 communistes ont été élus sur la liste « PS » sans l'assentiment de la section, la liste FG frôlant les 10 % a refusé de fusionner, souhaitant rester une opposition dans la majorité et ont refusé la liste d'union au risque de faire basculer la ville à droite. La section a décidé de suspendre les droits des élus et de ceux qui les ont soutenus... La situation prend des proportions loin de nos valeurs, touchant même l'intégrité de nos camarades. Voici ce à quoi conduit l'impossible réflexion commune, l'impossible partage.

Christian Favier – Val-de-Marne

La lutte contre l'austérité, le rejet de la réforme territoriale, la défense des services publics et de la démocratie locale seront au cœur des enjeux des prochaines élections cantonales. Le rassemblement à construire pour battre la droite et l'extrême droite doit se faire dans la clarté en évitant toute combinaison de sommet qui ne ferait que renforcer le rejet de la politique et nourrir l'abstention. Cette clarté n'est pas une marque de sectarisme mais de respect des citoyens.

Martine Perez – Aveyron

Ne pas écarter le contexte économique et social. Tenir compte du contexte politique PS : nouvelle composante de la droite. Le PS nous entraîne dans la dégringolade. Être clair et cohérent pour les élections cantonales et régionales. Notre démarche devra être partout la même. Prendre exemple sur la victoire du non en 2005. Un contenu, des propositions antilibérales, ce qui rend incompatible tout accord avec les forces du gouvernement. Une volonté : rassembler. Favoriser l'intervention citoyenne. VI^e République : pourquoi frilosité face à l'initiative de Mélenchon. Ne pas remettre en cause l'atout du FG. L'union de la gauche ou la gauche plurielle n'existent plus car nos partenaires d'alors plus de gauche. Tenons le combat de l'union sur les valeurs de gauche.

Jean-François Téaldi – Alpes-Maritimes

Pour les élections départementales on ne peut dire qu'il faut mener une campagne nationale qui servira de révélateur politique et envisager "d'éventuels accords départementaux entre formations" ou "de possibles accords de réciprocité", sous entendu avec le PS ! Ce serait incompréhensible pour les électeurs, suicidaire pour le FG. Aucun accord, même dans les territoires, n'est possible avec le PS qui casse les services publics. Pour le second tour en cas de duel droite/FN, s'il est hors de question d'appeler à voter pour la droite, nous devons tout faire pour empêcher le FN d'accéder aux Assemblées, mais pour cela dès avant le premier tour nous

devrons concentrer nos attaques sur son programme de répression économique, social et démocratique, à l'opposé des intérêts des couches populaires et des salariés.

Gisèle Malaval – Aube

A l'occasion de la journée de refus de la misère, nous devrions nous intéresser aux préjugés (s'appuyer sur les aphorismes de l'affiche ATD) liés à la pauvreté qui permettent aux libéraux et aux capitalistes de criminaliser les pauvres (travailleurs pauvres + chômeurs : 11,6 millions) de manière à faire payer les conséquences de la crise par les plus fragiles et à avoir l'assentiment, pour cette entreprise, de la majorité de nos concitoyens. Il est urgent de s'appuyer sur chaque préjugé pour en démasquer l'imposture. C'est un préalable nécessaire à la campagne sur la VI^e République.

Jean-Marc Durand – Drôme

Parler de la réforme territoriale, c'est commencer par faire un bilan des évolutions institutionnelles et budgétaires des collectivités territoriales lors de ces dernières années, dont l'objectif est d'adapter les territoires et leur population aux exigences du marché. C'est-à-dire mettre l'Etat au service des grands groupes et de la finance, tout en réduisant la part des prélèvements publics et sociaux sur la valeur ajoutée pour augmenter le profit. Combattre ces choix passe par une bataille sur les moyens de financement, fiscalité et politique du crédit. C'est également conforter les lieux de prise de décisions de proximité (la commune) et travailler autrement les outils de solidarité et de coopération entre les territoires. Ces questions seront au cœur des prochaines élections départementales et devront constituer le socle de projets locaux communs dans une démarche de large rassemblement à gauche pour élire un maximum de candidates et candidats communistes et barrer la route à la droite et à l'extrême droite.

Béatrice Lejarre – Bas-Rhin

La droite mène une offensive de très grande envergure pour mettre au centre du débat le Conseil unique d'Alsace refusé par les Alsaciens lors du référendum de 2013. Nos axes politiques - défense des départements et communes, référendum, construction d'une VI^e République- sont politiquement très justes. Mais il faut bien veiller à ne pas apparaître comme partisans d'un statu quo renvoyant à plus tard les solutions en matière d'organisation territoriale. Il est indispensable de rendre nos propositions plus tangibles et de dégager des pistes plus concrètes, tout en travaillant à notre projet, pour une VI^e République citoyenne. Derrière l'opération politique « Alsace unie », il y a en fait un projet visant à constituer une région transfrontalière (pays du Rhin supérieur) qui ouvrirait la porte à une casse du cadre national, du Code du travail...

Dominique Adenot – Val-de-Marne

Ce sont bien 28 milliards qui sont retirés par l'austérité gouvernementale aux collectivités entre 2013 et 2017 ! Cela va avec la réforme territoriale : moins d'action publique, les finances sont mobilisées vers les pôles d'affaires. Et surtout moins d'assemblées élues et l'éloignement des citoyens. La préfiguration de la métropole de Paris l'illustre : aux 94 % d'élus qui exigent un nouveau débat pour amender la loi d'affirmation des métropoles, le Premier ministre répond qu'il

en tient compte, mais pour proposer aussitôt d'y aller à petits pas... et de reprendre l'offensive pour la suppression des départements de petite couronne et la maîtrise par l'État de l'aménagement des pôles de développement métropolitains ! Pour les cantonales, en conséquence, la bataille devra être celle du rassemblement de tous ceux qui ne se retrouvent plus dans la politique gouvernementale pour construire une alternative populaire à l'austérité, et dans une dynamique nationale qui n'empêche pas de réfléchir à quelques endroits pour ne pas laisser la droite et l'extrême droite seules présentes au 2^e tour.

Caroline Pottier – Vendée

Le gouvernement ne fait pas que de la réforme, il construit un véritable projet de société. Une société libérale, profondément injuste, de mise en concurrence des territoires et des populations. Nous sommes arrivés à la fin d'un cycle pour la gauche et au commencement d'un nouveau. Il n'est plus temps de faire des constats, de ressasser les choix des municipales, plus temps de laisser une poignée de dirigeants s'approprier le FG qui n'appartient qu'à ses militants au service du peuple. Les modèles d'actions n'existent plus, ils sont remplacés aujourd'hui par des expériences citoyennes. Un monde nouveau se construit et nous devons en être. Nous avons mobilisé, en Vendée, lors des dernières municipales 500 personnes, dont 80 à 100 communistes sur des listes FG avec une moyenne de 8%. C'est avec ces citoyens que se construit le rassemblement, c'est d'abord eux que nous fédérons sur de l'ambition et de l'action. C'est à partir de la convergence des luttes, et de l'exigence d'un autre projet de société, que le rassemblement pourra se faire et que les stratégies se décideront avec les militants politiques, citoyens, associatifs et syndicaux.

Francis Parny – Val-d'Oise

Il faut à la fois rassembler contre l'austérité et construire une alternative à une politique qui est néolibérale, tant le pouvoir sert les intérêts du MEDEF. Dès aujourd'hui, la présence d'un-e candidat-e portant un projet de transformation sociale en 2017 est posée. PCF et FG peuvent porter cette alternative avec ceux qui refusent de penser l'avenir de notre pays au travers d'une gauche dominée par un PS hégémonique.

Laurence Zaderatzky – Pas-de-Calais

Nous plaçons l'égalité et la démocratie au cœur de notre projet et de nos actions. Accordons-nous la même attention au droit au logement ? Un constat : près de 10 millions de personnes sont aujourd'hui mal logées. Après le hold-up sur le 1% logement du livret A, le gel des APL ; les annonces de Valls au congrès USH sont révoltantes : encadrement des loyers enterré, toujours le tous propriétaires et le logement à loyer modéré ghettoïsés. Avec tous les acteurs de l'habitat, nous pouvons réfléchir et imaginer un service public de l'habitat, une maîtrise publique du foncier ; c'est un espace de citoyenneté et de démocratie à conquérir. De novembre à décembre 2014, vont avoir lieu les élections des représentants de locataires, sans aucune campagne nationale, ni publicité, nous pouvons les mettre en lumière et nous mobiliser.

Yann Le Pollotec – Seine-Saint-Denis

Pour ces élections, avec le chaos qui règne dans les têtes et dans le pays, avec des électeurs qui pensent à plus de 57% que ce qui les divise est plus fort que ce qui les rassemble, il faut avant tout reconstruire du sens politique. Si on ne reconstruit pas du sens politique, un récit collectif où chacun se sente partie prenante, aucune stratégie politique quelle qu'elle soit ne pourra résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés. Les gens sont saturés de stratégie politique et pensent que les politiques ne s'occupent que de leurs problèmes à eux et pas des leurs. Il nous faut à cette élection parler la France au sens de ma France de Ferrat.

Daniel Cirera – Seine-Saint-Denis

Quel message le PCF veut-il adresser au pays, à la hauteur de la gravité de la situation ? Besoin d'une initiative nationale cohérente et visible, – de l'expression médiatique au militant –, d'un appel "grand angle à gauche" qui montre qu'on ne se résigne pas à l'échec, et qu'ensemble on peut faire avancer des choses, au-delà de la colère et de la déception. Partir des contradictions (la gauche française n'est pas celle de Schröder ou Blair) pour poser des objectifs concrets et clairs. Partir du réel. Réforme territoriale et baisse des dotations d'État (cf. PME BTP, associations, services publics); contrôle des aides d'État, pour l'emploi; Europe: s'appuyer sur le plan d'investissement de la CES ; la lutte contre les inégalités. Une colonne vertébrale : le redressement national, l'emploi, la justice sociale, la citoyenneté. Un cadre: les valeurs de gauche, de la République.

Pascal Savoldelli – Val-de-Marne

Nous devons asseoir toute réflexion sur la réforme territoriale sur deux préalables fondamentaux : Notre approche critique des projets gouvernementaux doit davantage reposer sur une conception et une visée positive et constructive, pour être pleinement lisible et contemporain. Situer les enjeux de la décentralisation, dans un débat plus large sur la conception de l'État et de la société.

La représentation nationale se décline au niveau du Parlement. Mais pas seulement ! Ne faut-il pas considérer dans une République une et indivisible que les élections locales produisent de la représentativité politique au sein de la nation ? N'est-il pas impérieux de construire des objectifs politiques fondés sur des aspirations progressistes, sur une identité transformatrice et sur une construction démocratique ?

Des candidats-e-s de rassemblement et d'union contre l'austérité, pour des solutions alternatives ? Construire dans le canton, le département, un pacte d'engagements contre l'austérité et pour changer la politique actuelle, construits avec les citoyens qui fonde la diversité et la pluralité de la représentativité des forces de gauche et d'acteurs de la société civile dans la construction des binômes et de leurs remplaçants ?

Viviane Claux – Oise

Élections départementales : souhait CD 60 d'une campagne claire contre austérité, gouvernement Valls, MEDEF, droite et extrême droite, rejet réforme territoriale ; pour développement services publics et démocratie. Cela serait de nature à rassembler sur nos candidatures. CD demandeur ligne et campagne nationale claire, lisible, cohérente nationalement. Rencontres avec PS qui

demande accord global au 1^{er} tour ; avec FG pour candidatures de large rassemblement contre austérité. Nous construisons des rencontres citoyennes et initiatives à partir des préoccupations locales : taxe des ordures ménagères, augmentation prix des cantines, réforme des rythmes scolaires, pouvoir d'achat, contre réforme territoriale, santé, préparation manif départementale fin 2014 ; partie prenante le 15 novembre.

Elisabeth Gauthier – Essonne

La période actuelle demande un déploiement de notre stratégie décidée au congrès avec une grande créativité. La question stratégique est au cœur de toutes les recherches dès qu'il s'agit de vouloir bouger. Comment construire dans les confrontations et échéances électorales de façon visible et cohérente le projet de gauche dont on a besoin ? Sans cohérence, nous ne serons ni audibles ni crédibles, ni très mobilisateurs et rassembleurs. Et nous ne saurons créer la dynamique nécessaire pour faire vivre l'alternative face au FN. C'est maintenant qu'il faut construire cette cohérence, cette posture et de façon durable car nous nous devons nous préparer à la déferlante austéritaire qui s'annonce. La manif du 15 tombe bien. Nous avons la possibilité d'ouvrir partout des espaces de discussion, d'action avec des gens de sensibilité FG et au-delà, et pouvons construire des candidatures aux cantonales dans de tels cadres.

Vincent Bony – Loire

En nous appuyant sur le bilan des élus sortants nous pouvons lancer un appel à construire des candidatures « Tous ensemble contre l'austérité » pour s'opposer à la politique gouvernementale et faire vivre une politique départementale progressiste. Nos candidatures rassembleuses, offensives s'appuieront sur le PCF, le FG, les acteurs voulant une vraie gauche, voulant témoigner de leur combat social et citoyen. Cela n'empêche pas une intelligence de la carte cantonale avec d'autres forces de gauche. Cette démarche offensive vise aussi à faire mesurer au peuple de gauche qu'un autre choix est possible qui mérite d'être mieux identifié pour être mieux approprié par nos concitoyens. De la démarche « constituante » je ne retiens que la notion de conquête de puissance sociale par le peuple que nous pouvons lier aux indispensables batailles à mener sans attendre dans les entreprises.

Alain Obadia – Paris

Je veux insister sur l'importance de la convention pour l'industrie. La nouvelle industrialisation du pays conditionne notre avenir. Possibilité d'ouvrir des perspectives de progrès ou enfoncement dans la régression, tel est l'enjeu. Notre convention avancera des idées novatrices notamment sur la liaison industrie/écologie ou sur les potentialités de la phase nouvelle de la révolution informationnelle. Inscire la préparation de la convention comme un élément de la préparation de la conférence nationale est essentiel. C'est ainsi que nous assurerons tout à la fois une bonne participation et des débats de grande qualité.

Nicolas Garcia – Pyrénées-Orientales

Pour ces élections départementales, il faut réellement demander à nos concitoyens s'ils sont prêts à provoquer le retour de la droite et l'élection de FN, quitte à remettre en cause les maigres

avancées mises en œuvre par les Conseils généraux de gauche dans leur département. Selon le choix que nous ferons, nous pouvons contribuer à boucher la perspective politique. Nous pouvons travailler au projet de société avec les gens, créer un large rassemblement de gauche tout en n'apparaissant pas comme jouant la défaite voire le chaos. Pas sûr que l'électorat nous suive dans un référendum pour ou contre Hollande.

Alain Janvier – Seine-et-Marne

Le département de Seine-et-Marne a été l'objet d'un régime de « faveur » pour le projet de réforme territoriale : dans les faits, couper en deux le 77, et constituer des super agglomérations. Le projet départemental, présenté par le préfet, est retoqué dans plusieurs agglos à dominante PS, mais où nos élus ont joué tout leur rôle. Par ailleurs, J.-L. Mélenchon a tort de considérer que la socialisation politique n'est plus d'actualité dans les entreprises et lieux de travail. Néanmoins, les difficultés rencontrées invitent à proposer une réflexion collective dans notre parti pour que les appels au renforcement du Parti sur les lieux de travail ne soient pas purement incantatoires.

Laurent Péréa – Dordogne

Besoin de redonner du sens à l'espace qu'a caractérisé historiquement la gauche avec un rassemblement de toutes les forces de résistance et de transformation sociale, avec des élus animateurs de la construction politique, impliqués citoyennement. La porte d'entrée de baisse des dotations doit être parlante, par des exemples concrets, pour être entendu sur nos propositions. Besoin aussi, à partir d'une ligne de bataille nationale, que celle des cantonales en cohérence se projette avec les enjeux régionaux en vue des échéances suivantes. Nos initiatives, le tour de France de Pierre peuvent donner de la résonance à notre démarche de rassemblement.

Remerciements à Marianne Parmigiani, Marie-Noëlle Postel, Françoise Saint-Hilaire et Jean Youdom.